

Au lendemain du décès du maire de Gdańsk, Paweł Adamowicz, la Société des journalistes polonais (Towarzystwo Dziennikarskie) a publié une lettre ouverte dans laquelle ils accusent la télévision nationale TVP de contribuer au climat de violence politique qui règne dans la Pologne gouvernée par le PiS.

Lettre ouverte publiée le 15 janvier 2019 par la Société des journalistes polonais Towarzystwo Dziennikarskie sur [son site internet](#). Traduction réalisée par Anne Kasprzak.

Le jour du deuil national consécutif à [l'assassinat du maire de Gdańsk](#), Paweł Adamowicz, le journal télévisé diffusé sur TVP, la télévision nationale polonaise, a violé les règles de l'éthique journalistique. La chaîne de télévision a enfreint la loi sur la radio et la télévision en dénonçant la haine de certains hommes politiques et en faisant abstraction des fautes des autres, à commencer par les siennes.

Souvenons-nous : lors de la campagne électorale d'automne dernier pour les municipales, Paweł Adamowicz avait été si décrié par les programmes d'information de TVP, et en particulier ceux de la chaîne régionale TVP Gdańsk, qu'il avait refusé de participer au débat sur TVP3. Le journaliste Łukasz Sitek avait alors été suspendu pour agression contre Adamowicz.

Le journal télévisé d'hier [lundi 14 janvier, ndlr] accusant l'opposition de semer la haine n'a fait aucune mention des discours des hommes politiques du PiS, ni de ceux des nationalistes et de la Marche pour l'Indépendance. Les informations biaisées de Jakub Wojtanowski, Maksymilian Maszenda, Bartłomiej Graczk, et Maciej Sawicki, présentées par Krzysztof Ziemięc, accusant le Grand orchestre de charité de Noël (WOŚP), ont suscité aujourd'hui la protestation de journalistes de différents bords et même des doutes chez les fidèles des autorités de la SDP (Association des journalistes polonais).

Nous, membres de la Société des journalistes, estimons que Jarosław Olechowski, chef de l'Agence d'information télévisuelle et Jacek Kurski, directeur de la TVP, n'ont pas le droit moral de diriger les médias publics.

La responsabilité de ce qui se passe dans les médias publics incombe au Conseil national de la radiophonie et de la télévision ainsi qu'au Conseil des médias nationaux, obstinément silencieux en dépit des plaintes et des analyses sur le caractère de propagande du journal télévisé. Les principaux responsables de cette situation sont toutefois les patrons politiques de ces institutions, Jarosław Kaczyński et Paweł Kukiz. Leur peine après l'assassinat du maire de Gdańsk est hypocrite, puisqu'ils approuvent ce qui se passe sur leurs médias.

Alors qu'elle appelle à la cessation de la haine dans la vie publique, la TVP devrait commencer par elle-même.

Signataires du communiqué :

Seweryn Blumsztajn, Krzysztof Bobiński, Ewa Ivanova, Jan Ordyński, Michał Broniatowski, Andrzej Krajewski, Jan Dworak, Bianka Mikołajewska, Renata Kim, Paweł Wimmer, Paweł Zbierski, Jarosław Szczepański, Elżbieta Sawicka, Krzysztof Turowski, Sławomir Popowski, Piotr Pacewicz, Katarzyna Wyszomierska, Anna Izabela Nowak, Kuba Karyś, Jerzy Sosnowski, Jan Hartman, Katarzyna Lengren, Wojciech Czuchnowski, Grzegorz Rzeczkowski, Wojciech Maziarski, Wojciech Mazowiecki, Bartosz Ławski, Paweł Wrabec, Asia Łopat, Cezary Łazarewicz, Agnieszka Miszewska, Paweł Moskalewicz, Krzysztof W. Kasprzyk, Jacek Rakowiecki, Bogdan Miś, Joanna Szwedowska, Jerzy Kisielewski, Leszek Szaruga, Przemysław Szubartowicz, Włodek Ciejka, Katarzyna Pilarska, Ewa Winnicka, Robert Walenciak, Bartosz Wieliński, Janusz Wiertel, Stanisław Jędrzejewski, Jacek Żakowski.

[Dans le son du silence. Hommage à M. Paweł Adamowicz, le feu maire de Gdańsk](#)